

Les groupes jihadistes en Irak et au Levant : A qui la faute ?

Pour la deuxième fois cette année, la France est frappée en plein cœur par le terrorisme. A l'heure où ces lignes sont écrites, 129 personnes sont décédées dans les attaques qui ont touché la capitale française et la ville de Saint-Denis, plus de 300 personnes ont été blessées, dont une centaine est dans un état grave.

Cette fois-ci les terroristes ont visé plus large. A la différence des attentats de mars 2012 et de janvier 2015 ce n'est pas une communauté particulière qui est ici visée¹, ni un groupe d'individus particulier², ce ne sont pas des agents symboles de l'Etat qui ont été attaqués³, mais bien le peuple de France dans son ensemble, sans distinction d'âge, de couleur de peau ni de religion.

Alors que la France, tristement devenue le centre de l'actualité mondiale, pleure ses victimes, plusieurs questions se posent, et les premières d'entre elles : comment et pourquoi en est-on arrivés là ? L'explication la plus simpliste est de pointer du doigt l'idéologie jihadiste, qui trouve son salut dans un idéal incarné par un combat manichéen entre l'Islam et l'Occident. Cela est en effet vrai pour partie. Mais cela ne suffirait pas à expliquer l'ampleur du phénomène jihadiste en Irak et au Levant. Alors que l'Etat Islamique a officiellement, via un communiqué jugé crédible, revendiqué les attaques de Paris, nous proposons une série d'interrogations: la naissance et la consolidation des organisations jihadistes au Moyen-Orient auraient-elles pu être évitées ? Quelles responsabilités peut-on attribuer aux différents Etats partie aux différents conflits qui secouent la région? Et que doit-il être désormais fait pour y remédier?

Question préliminaire : Comment est née Daesh ?

Daesh, et avant elle d'autres organisations de combattants islamiques, est née des suites de l'invasion américaine de l'Irak par les Etats-Unis et leurs alliés en 2003. Ignorant les mises en garde du Président Chirac, qui prévenait qu'une invasion de l'Irak « *créerait plein de petits Ben Laden* »⁴, Georges W. Bush, soutenu notamment par le Royaume-Uni mais sans mandat des Nations Unies, envoya ses troupes combattre l'armée de Saddam Hussein et fit chuter le régime baasiste. Dans la foulée, l'armée irakienne fut dissoute et un gouvernement à majorité chiite fut installé à Bagdad, marginalisant de fait la minorité sunnite autrefois au pouvoir⁵. C'est dans ce contexte de désintégration de l'Etat irakien que se sont formés ces groupes de combattants qui se posèrent initialement comme remparts à une occupation étrangère jugée illégitime d'un territoire islamique. Ajoutées à cela les exactions commises par l'armée américaine dans la tristement célèbre prison d'Abou Ghraib, puis l'attaque de la ville de Falloujah en 2004 par la même armée, tous les éléments étaient réunis pour justifier une nouvelle guerre sainte contre l'Amérique et ses alliés.

En Syrie, la guerre civile déclenchée dans la dynamique des printemps arabes fut également un terreau propice. Dès 2011, des combats éclatèrent entre l'armée de Bachar Al-Assad restée pour partie fidèle à son président et une partie de sa population, majoritairement sunnite. Daesh y vit une opportunité pour y développer une nouvelle branche, le front Al-Nosra, qui se sépara finalement de l'organisation née en Irak pour se rallier à Al-Qaeda. Mais l'organisation en Irak et au Levant dispose tout de même, malgré cette scission, d'unités de combat en Syrie et y contrôle de vastes territoires.

Soutient-on les groupes jihadistes ?

On a souvent tendance à pointer du doigt les rôles de l'Arabie Saoudite et du Qatar dans le soutien aux groupes jihadistes, notamment en Syrie. Probablement à juste titre. Les monarchies Al-Saoud et Al-Thani ont dès le début du conflit syrien ardemment souhaité le départ de Bachar Al-Assad. Dès 2011, et à l'initiative de ces deux Etats, la Syrie fut suspendue de la Ligue arabe et l'organisation appela à la mise en place de sanctions internationales

¹ En l'occurrence la communauté juive

² Les journalistes de Charlie Hebdo

³ Comme les militaires abattus par Mohamed Merah en 2012 ou la policière municipale tuée par A. Coulibaly en janvier 2015

⁴ Propos cité dans l'ouvrage *Histoire secrète de la crise irakienne*, Frédéric Bozo, Perrin, 2013

⁵ Voir le dossier « Les nouveaux espaces du jihadisme » de la revue *Questions Internationales*, n°75, septembre-octobre 2015

contre le régime alaouite⁶. Ces deux monarchies sont également régulièrement accusées d’user de leurs dollars pour soutenir les groupes armés qui combattent le pouvoir de Damas, voyant dans le régime syrien la main cachée de l’Iran, puissance régionale rivale.

Mais ces deux riches pétromonarchies, dont la responsabilité ne fait guère de doute, sont-elles les seules responsables ? Rien n’est pour l’heure moins certain.

Officiellement, les nations occidentales apportent un soutien militaire et logistique aux groupes d’opposition modérés, ceux qui combattent Bachar Al-Assad et qui prônent un « islam éclairé » voire une conception laïque du pouvoir dans des pays à forte majorité musulmane. C’est la position officielle des Etats-Unis et de la France notamment⁷. La réalité semble néanmoins plus complexe. D’une part, rien ne prouve que les nations occidentales se soient montrées particulièrement prudentes lors des fournitures d’armes aux groupes rebelles, aucun « test de laïcité » n’était préalablement réalisé... D’autre part, l’utopie selon laquelle le soutien s’est limité aux groupes modérés s’est rapidement heurtée à la réalité du terrain. Les porosités et les interactions entre les différents groupes de combattants hostiles à Bachar Al-Assad ont conduit par exemple en septembre 2015 à voir des armements américains transférés à des jihadistes du Front Al-Nosra⁸. De même, des affrontements avec des Druzes à la frontière syrienne ont finalement convaincu Israël de revoir sa « politique de soin » à l’encontre des combattants du front syrien⁹. Quant à la Turquie, elle ne semble pas réellement stopper l’afflux de combattants pro-Daesh, venus notamment d’Europe, à sa frontière. Son rôle reste donc pour le moins ambigu.

La Syrie sut également instrumentaliser les groupes jihadistes à son profit. Les accusations selon lesquelles Bachar Al-Assad fit libérer en 2011 un grand nombre de jihadistes détenus dans les prisons ne doivent pas, même s’il est difficile de les vérifier, être négligées¹⁰. Le régime baasiste et laïc de Syrie avait tout intérêt à voir son opposition infiltrée par des groupes jihadistes censés être honnis par l’Occident, pour ainsi se poser en rempart contre l’extrémisme musulman.

Veut-on vraiment arrêter l’Etat Islamique ?

Consciente de la menace que pourrait toutefois représenter Daesh, une coalition d’Etats débuta à l’été 2014 une opération visant à détruire l’organisation de l’Etat Islamique en Irak et au Levant. Force est de constater que plus d’une année après le lancement des premières frappes aériennes, Daesh est toujours bien présente, et, même si elle a subi plusieurs revers, elle a pu s’emparer de nouveaux territoires, comme en témoigne la symbolique prise de la ville syrienne de Palmyre en mai 2015 et la consternante destruction des bijoux archéologiques de cette cité antique.

Comment expliquer une telle résilience ? Certes, en l’absence d’intervention au sol et face à un déficit de renseignements il est difficile de totalement anéantir un tel adversaire. Néanmoins plusieurs questions se posent.

Tout d’abord, comment se fait-il que Daesh puisse continuer à prendre de nouveaux territoires ? Le caractère désertique de la région, et les bonnes conditions météorologiques devraient pourtant rendre aisés le repérage ainsi que la destruction de colonnes de véhicules armés se déplaçant vers des villes stratégiques via des grands axes autoroutiers. Or il n’en est rien. Jean-Pierre Filiu, spécialiste du Moyen-Orient, soulignait dans une interview « *que Bachar n’a rien fait pour empêcher les jihadistes de traverser 200 km pour atteindre Palmyre, où il n’y a pas un brin d’herbe pour se cacher* ¹¹ ». Certes, mais la même remarque s’applique aux armées de la coalition : compte-tenu des capacités américaines à abattre par drones des individus en plein cœur des zones montagneuses du Yémen, on peut en effet être légitimement surpris par cette incapacité à stopper des mouvements massifs de jihadistes véhiculés en Syrie.

⁶ « *La ligue arabe suspend la Syrie et exige des sanctions* » in lemonde.fr, 12/11/2011

⁷ « *François Hollande confirme avoir livré des armes aux rebelles en Syrie* » in lemonde.fr, 20/08/2014

⁸ « *Syrie : des rebelles formés par les Etats-Unis ont remis des munitions à Al-Qaida* », in lemonde.fr, 26/09/2015

⁹ Assaf Uni : « *Inside Israel’s secret war in Syria* », in Newsweek.com, 18/06/2015

¹⁰ Omar Ouahmane : « *Syrie : un opposant à Damas raconte la libération des jihadistes* », in franceinfo.fr, 06/01/2015

¹¹ « *L’Etat Islamique n’a jamais cessé d’avancer* », in lejdd.fr, 24/05/2015

Autre point, on constate que très peu de mesures concrètes ont été prises pour mettre un terme à la contrebande de pétrole à la frontière turque, poumon de l'économie « daeshienne »¹². Asphyxier financièrement l'organisation permettrait pourtant de lui faire perdre une partie de ses soutiens dans les populations locales notamment en Irak, généreusement entretenues par les fruits de la contrebande de pétrole. L'impression est donnée que cela ne semble pas une priorité.

Les ennemis de mes ennemis sont-ils mes amis ?

Que peut-on déduire? Que dans l'ensemble les Etats soutiennent, ou au mieux, laissent faire Daesh et les groupes jihadistes? C'est ce que prétend Bachar Al-Assad et ce que murmure Vladimir Poutine. Il faut concéder qu'en Syrie, les groupes jihadistes poursuivent un objectif commun avec beaucoup d'Etats, souhaitant notamment la fin du régime alaouite. Les ennemis de mes ennemis sont-ils mes amis ? Le précédent de la guerre d'Afghanistan, où la CIA fournissait des armes à l'ISI pakistanaise pour que celle-ci les transfère aux moudjahidines, dont à un certain Oussama Ben Laden, rappelle que nous avons souvent par le passé, dans une perspective de vision à court terme, « joué avec le feu ». A-t-on répété la même erreur en Syrie ? Notre souhait ardent de voir Bachar Al-Assad quitter le pouvoir nous a-t-il aveuglés au point de laisser se développer des monstres que nous ne pouvons aujourd'hui plus contrôler et qui se retournent contre nous?

Aujourd'hui, même si les chancelleries occidentales semblent admettre que s'éloigne la perspective d'un changement rapide de régime à Damas et qu'une intensification des frappes contre Daesh est indispensable, force est peut-être de constater que le mal a déjà été fait.

Attentats de Daesh à travers le monde : effet revers ?

Les récents attentats perpétrés en Turquie¹³, en Arabie Saoudite¹⁴, en Egypte, au Liban et en France et attribués à Daesh témoignent de la capacité du groupe jihadiste à s'exporter au-delà des frontières de l'Etat Islamique. Des milliers de volontaires sont en effet partis d'Europe, du Maghreb, du Caucase et d'autres régions du monde pour rejoindre ses rangs. Face à cet « idéal » que peut représenter la proclamation du Califat, plusieurs de nos concitoyens, français, se sont engagés jusqu'à prendre les armes contre leur propre Etat d'origine. Nos territoires sont ainsi devenus de véritables cibles pour les membres de cette organisation, avec un danger pouvant venir à la fois de l'intérieur et de l'extérieur¹⁵.

Doit-on déduire, à la manière d'une partie de la presse iranienne¹⁶, que les jihadistes se retournent progressivement contre « ceux qui les auraient appuyés » ? Une telle vision semble provocatrice, mais n'est pas sans rappeler le précédent que constitue le retournement d'Al Qaeda contre les Etats-Unis dans les années 90.

Tout ceci aurait-il pu être évité ?

Il n'est pas inutile de dresser un bilan des stratégies des différents acteurs, orientaux comme occidentaux, dans le monde arabe au cours des quinze dernières années et d'en analyser les conséquences. Il ne s'agit pas de culpabiliser, de jeter le discrédit, d'élaborer une « théorie du complot » ou à l'inverse d'attribuer les bons points, mais d'analyser les actions, de recenser les éventuelles erreurs, et de tirer les leçons pour garantir aux peuples d'Orient comme d'Occident la paix à laquelle chaque individu doué de raison aspire naturellement.

Tout d'abord, l'interventionnisme répété n'a pas apporté la démocratie dans des Etats totalitaires, mais a au contraire provoqué le délitement desdits Etats, qu'il s'agisse de l'Irak en 2003 ou de la Libye et de la Syrie en 2011, favorisant de fait l'émergence de groupes jihadistes radicaux. Les Etats-Unis, par leur interventionnisme exacerbé sous l'ère Bush, portent une lourde responsabilité dans l'actuel chaos au Moyen-Orient. La France, pourtant autrefois opposée à la guerre en Irak par crainte d'une déstabilisation du Moyen-Orient, est elle-même

¹² Et ce malgré le vote de la résolution 2199 du Conseil de Sécurité des Nations Unies visant à tarir les sources de financement du terrorisme

¹³ En juillet et en octobre 2015

¹⁴ En mai et en octobre 2015

¹⁵ Les premiers éléments de l'enquête semblent montrer que des français et des étrangers notamment syriens et égyptiens, dont certains arrivés par la Grèce, sont impliqués dans les attentats de novembre 2015.

¹⁶ « *Vu d'Iran : Daesh s'est retourné contre ceux qui l'ont enfanté* », in courrierinternational.com, 15/11/2015

devenue une puissance fortement interventionniste, que ce soit en Libye, avec pour conséquence la chute du régime de Kadhafi, ou en Syrie, avec la fourniture d'armes aux opposants syriens.

Les monarchies du Golfe, dont la rivalité avec l'Iran semble prendre une dimension obsessionnelle, et à leurs côtés la Turquie, ont également un important travail d'autocritique à réaliser, d'autant que ces Etats sont à leur tour devenus des cibles des jihadistes.

Ces soutiens de circonstances, se traduisant par un appui direct ou indirect à des groupes parfois radicaux, ont pu conduire à soutenir hier notre ennemi d'aujourd'hui. L'expérience de l'Afghanistan et du soutien à Oussama Ben Laden semble ne pas avoir suffisamment fait évoluer les consciences.

Dans ce contexte, force est de constater que seule la Russie a su maintenir une ligne politique claire et constante au cours des quinze dernières années. Opposée à la guerre en Irak notamment parce qu'elle craignait une déstabilisation de la région, elle s'est toujours refusée à soutenir les groupes d'opposition armés en Syrie et en Libye, traumatisme caucasien oblige, qualifiant de dangereuses les manœuvres occidentales et arabes dans la région.

Et maintenant ?

La solution ne consisterait pas, d'un point de vue occidental, à remettre en cause les alliances avec tel ou tel pays¹⁷, ce qui relève plutôt de la facilité et de la fuite en avant par la désignation de bouc-émissaires. Mais elle consisterait dans un premier temps en une remise en question complète des stratégies dans cette région complexe, divisée, et meurtrie par plusieurs décennies de conflits qu'est le Moyen-Orient.

Aujourd'hui même si un consensus semble se dessiner pour envisager une solution politique et intensifier la lutte contre Daesh en incluant tous les acteurs¹⁸, la tâche semble difficile, tant les intérêts sont divergents. Mais c'est à ce prix seulement que le Moyen-Orient pourra trouver la stabilité à laquelle il aspire depuis plusieurs décennies.

¹⁷ On pense ici à l'Arabie Saoudite et le Qatar, souvent accusés

¹⁸ Dont probablement Bachar Al-Assad et la Russie